

Le Crédit Agricole évoque une hausse de la consommation d'énergie en Algérie

L'instabilité politique risque de brider le flux des IDE



©
D. R.

Au cours des dix dernières années, la consommation de pétrole a progressé de 3,5% par an en moyenne, tandis que celle du gaz s'est accrue de 5,4% sur la même période.

Le groupe bancaire français estime qu'“en raison du non-interventionnisme étatique sur les questions de démographie, l'unique solution pour réduire le taux de consommation domestique d'énergie (à prix inchangé) et donc de soutenir le potentiel exportateur du pays est d'augmenter la production de pétrole et de gaz ou de développer des énergies alternatives de type solaire”.

Afin d'y parvenir, affirme le Crédit Agricole, Sonatrach et Sonelgaz, les deux entreprises énergétiques publiques, ont besoin d'investissements domestiques et étrangers pour dynamiser leur production. “Or, l'instabilité politique actuelle, qui vise par ailleurs aussi les milieux d'affaires, et des contentieux possibles avec des investisseurs étrangers pourraient dissuader ces investisseurs et brider les flux des IDE nécessaires à une relance de l'activité”, soutient le groupe bancaire français. Ce dernier relève que la production de gaz et de pétrole est relativement stable en Algérie depuis trois années à 1,5 million de barils par jour pour l'or noir et 92 trillions de mètres cubes pour le gaz. “Les besoins de la population progressent en revanche régulièrement compte tenu de la croissance démographique d'un peu moins de 2% par an”, indique le Crédit Agricole.

Au cours des dix dernières années, ajoute le groupe bancaire français, la consommation de pétrole a progressé

de 3,5% par an en moyenne, tandis que la consommation de gaz s'est accrue de 5,4% sur la même période. Selon le Crédit Agricole, cette évolution contrastée entre une production plutôt stagnante et une consommation en hausse ont provoqué une hausse du ratio de consommation interne d'énergie qui s'établit à 27% pour le pétrole et 46% pour le gaz. "Le gaz est effectivement la principale source de production d'électricité pour le pays et les besoins sont élevés comme l'illustre le nombre élevé d'entreprises de nombreux secteurs qui subissent des pannes d'électricité de plusieurs jours pouvant conduire à des arrêts de travail", souligne le groupe bancaire français.

Ce dernier indique que la diminution des volumes pétroliers et gaziers disponibles pour l'exportation — ils ont baissé de 7,7% en 2018 — explique également la difficulté du pays à équilibrer sa balance commerciale. L'année passée, constate le Crédit Agricole, ces exportations ont, toutefois, progressé de 17% en valeur par rapport à 2017 en raison du redressement des prix.

Meziane Rabhi